



FRANCE

Le déconfinement tardif suscite la colère des universités

Les présidents des établissements réclament une réouverture dès début janvier, pour accueillir en priorité les étudiants de première année

Elles sont les dernières sur la liste et leur réouverture dépendra en bonne partie du succès du déconfinement de tous les autres secteurs avant elles : petits commerces, restaurants, cinémas, salles de sport et même stations de ski... Si le nombre de contaminations au coronavirus reste sous la barre des 5 000 par jour, les universités pourront enfin rouvrir, à une date peu précise, que le chef de l'Etat a située « deux semaines après le 20 janvier », lors de son allocution télévisée du 24 novembre.

Devant la presse, Jean Castex a tenté de justifier ce traitement à part : « Les universités, qui sont de grands lieux collectifs, nous empêchent à ce stade de décider leur réouverture, mais nous mesurons l'impact de cette décision », a déclaré le premier ministre, jeudi 26 novembre. Il a ajouté qu'il souhaitait rencontrer la ministre de l'enseignement supérieur et les représentants des présidents d'université dans les prochains jours « pour travailler sur les conditions de réouverture ».

Les étudiants devront donc attendre leur tour, eux qui se sentent d'ores et déjà plus confinés que la moyenne, vissés à leur ordinateur du matin au soir pour suivre leurs cours en ligne. Depuis le début de ce deuxième confinement, le 30 octobre, leurs enseignements se déroulent 100 % à distance, générant solitude et angoisse chez un nombre croissant de jeunes qui n'ont passé que quelques semaines sur les bancs de leur faculté, en présentiel, depuis la rentrée.

Unaniment, la communauté universitaire dénonce ce retour tardif. « Tout se passe comme si l'enseignement en mode

« dégradé » à distance, que nous avons été contraints de mettre en place, réglait tous les problèmes, tacle le syndicat d'enseignants

Snesup-FSU. Comme si les universités ne rencontraient aujourd'hui aucune difficulté, ni pour les activités d'enseignement ni pour les activités de recherche. »

Deux poids, deux mesures

Les présidents d'université tirent même « un signal d'alarme ». « Nous ne comprenons pas l'ordre de priorité établi pour les semaines à venir, affirme dans un communiqué l'Alliance des universités de recherche et de formation. Réunir 30 personnes dans une église ou une mosquée est-il à ce point moins dangereux que de les réunir dans une salle de cours à l'université sachant qu'elles peuvent par ailleurs être réunies dans un lycée ? »

De même, l'association des universités de recherche françaises, l'Udice, demande instamment au gouvernement la possibilité d'accueillir les étudiants dès début janvier, avec une jauge de 50 %, telle que mise en place déjà quelques semaines après la rentrée, lorsque la situation sanitaire s'était dégradée. « Nous sommes scandalisés », rapporte Jean Chambaz, président de Sorbonne Université. Il faut que le gouvernement comprenne qu'on ne peut ajouter une crise étudiante à la crise sanitaire ! »

Le « deux poids, deux mesures » entre universités et lycées – pour qui la reprise des élèves en classe entière est fixée au 20 janvier – a provoqué « la stupéfaction, pour ne pas dire la colère, dans la communauté universitaire », poursuit l'Udice dans un communiqué, pointant une « stigmatisation ». « Si les lycées accueillent un nom-



bre important de jeunes, dont les étudiants de CPGE [classes préparatoires], chacune de nos universités, qui sont toutes, rappelons-le, multites, dispose de mètres carrés sans commune mesure, y compris par étudiant, avec les lycées», argumentent les chefs de ces dix établissements d'enseignement et de recherche.

Pour la Conférence des présidents d'université (CPU), alors que s'ouvre la période des examens du premier semestre pour des étudiants « déjà fragilisés et inquiets », tout doit être fait pour sanctuariser le second semestre. La Conférence souhaite une réouverture dès le début du mois de janvier, de manière progressive, en commençant par les étudiants les plus fragiles, mais aussi par les étudiants en master, dont les effectifs sont réduits. Le syndicat des personnels techniques SNP-TES rappelle à cet égard qu'à la rentrée de septembre, « la très grande majorité des universités a su prendre toutes les mesures nécessaires pour freiner l'épidémie : masque, distanciation physique, gel hydroalcoolique, hybridation, adaptation des jauges ».

En matière d'accompagnement pédagogique et social, « certaines annonces du premier ministre sont de bonnes nouvelles », salue néanmoins la CPU, citant la création de 20 000 emplois étudiants en soutien aux décrocheurs, le doublement des aides d'urgence versées par les Crous, et le renforcement du dispositif d'accompagnement spécifique pour la recherche d'un premier emploi. ■

S. L. N.

« Il faut que le gouvernement comprenne qu'on ne peut ajouter une crise étudiante à la crise sanitaire ! »

JEAN CHAMBAZ
président de Sorbonne
Université